Exclusivité RR : entretien avec la journaliste serbe Dragana Trifković

écrit par Nicolas Faure | 3 octobre 2024

Dragana Trifković **est une journaliste serbe Elle est**

directrice du Centre de recherche stratégique de Belgrade.

Nous l'avons interrogée pour pour Résistance Républicaine

Nicolas Faure : Madame Trifkovic, pouvez-vous nous en dire plus sur votre parcours personnel en politique et sur votre situation actuelle ?

Dragana Trifković : si nous parlons du travail au sein d'un parti, j'étais membre du Parti démocratique de Serbie, dont le leader était Vojislav Kostunica, l'ancien président de la Serbie. Il s'agissait d'un parti de centre-droit dont les valeurs étaient liées à la combinaison de la démocratie et de la nation. Après le changement de direction, ce parti a, à mon avis, perdu son identité et il y a eu certains désaccords sur les perspectives de travail, ce qui a conduit à notre séparation.

Ensuite, j'ai été conseillère du chef du groupe parlementaire pour les relations internationales et la sécurité au Parlement serbe, et j'ai dirigé la commission des affaires internationales d'un autre parti politique jusqu'en 2020, date à laquelle j'ai décidé de démissionner de ce poste. Après avoir quitté le Parti démocratique de Serbie, j'ai fondé le Mouvement populaire « Unis pour la Serbie » avec un groupe de personnes partageant les mêmes idées, mais en raison d'une série de circonstances défavorables, ce mouvement est resté inactif.

Par conséquent, depuis 2020, je me concentre sur mon travail au sein de l'organisation non gouvernementale – Centre d'études géostratégiques – que je dirige depuis dix ans. Ce centre est basé à Belgrade, mais il a un caractère international, car il rassemble des collaborateurs de nombreux autres pays, tels que les États-Unis, la Russie, l'Autriche, la Suisse, la République démocratique du Congo, le Brésil, l'Inde, la Syrie, l'Arménie, l'Irlande, la Slovénie, l'Argentine, l'Égypte, l'Espagne, la Hongrie, la

Grande-Bretagne et d'autres encore. Actuellement, le centre compte une soixantaine d'associés dans diverses spécialités telles que la sécurité, le droit, les relations internationales, l'économie, la culture, la religion, etc. Personnellement, en plus de diriger le Centre, je me concentre principalement sur le développement des relations internationales par le biais de la « diplomatie populaire », ainsi que sur les zones de conflit. Comme la Serbie a une longue histoire d'opposition aux puissances mondiales, qui ont intensément fomenté des conflits au cours des dernières décennies, j'ai pensé qu'il serait utile de partager mes connaissances et mon expérience avec d'autres personnes touchées par la guerre.

Nicolas Faure : quels sont les principaux problèmes auxquels la Serbie est confrontée ? Quelles solutions préconisez-vous ?

Dragana Trifković : la Serbie est confrontée à de nombreux problèmes, en particulier depuis l'effondrement de la Yougoslavie. Le bombardement de la Serbie par l'OTAN en 1999 a laissé des séquelles à long terme pour la Serbie, tout comme les guerres précédentes qui se sont déroulées sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, les sanctions économiques, la pression internationale, la diabolisation par les médias, etc. Les personnes d'âge moyen sont confrontées aux problèmes et à leurs conséquences presque toute leur vie, ce qui n'est vraiment pas facile à supporter. Surtout à cause du sentiment d'injustice. Malheureusement, dans d'autres pays européens, des années 1990 à aujourd'hui, il n'y avait généralement aucune possibilité d'en discuter sur un pied d'égalité et sans préjugés, si ce n'est avec des personnes qui pouvaient comprendre de quoi nous parlions. Une image négative de la Serbie et des Serbes a été créée, qui a même éclipsé notre histoire. Mais espérons qu'à l'avenir, nous aurons l'occasion de changer cette situation. Le monopole des médias et des politiques traditionnels a été brisé, ce

que je considère comme un grand succès. Outre les points généraux que j'ai mentionnés, je pense que la question du Kosovo est l'un des problèmes les plus importants auxquels nous sommes confrontés, ce qui est à nouveau une conséquence des bombardements de l'OTAN.

Certains hommes politiques américains affirment aujourd'hui que l'objectif principal du bombardement de la Serbie était l'installation d'une base militaire américaine au Kosovo-Metohija. Jeffrey Sachs en a parlé récemment. Je pense que le problème du Kosovo ne peut pas être résolu par des moyens violents, ce qui implique également une violation du droit international et de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est pourquoi je suis favorable au renvoi de la résolution de cette question aux Nations unies, car Bruxelles (par le biais du « dialogue de Bruxelles » entre Belgrade et Pristina) n'a ni la capacité ni l'autorité nécessaires pour assumer un tel rôle.

À la lumière des événements géopolitiques actuels, où de nombreux pays européens sont confrontés à une crise économique, politique, sociale, culturelle et spirituelle, **la Serbie, en raison de son immunité acquise, n'est pas exposée aux processus négatifs actuels dans une telle mesure.**

Nicolas Faure : l'immigration est-elle un problème pour la Serbie comme pour l'ensemble de l'Europe, et pourquoi ?

Dragana Trifković La Serbie n'est pas confrontée au même problème d'immigration que de nombreux pays européens qui ont accueilli un grand nombre d'immigrants ces dernières années. Pour de nombreux pays européens, en particulier ceux qui ont un passé colonial, il s'agit de la deuxième vague de migration à grande échelle. Les migrants « économiques », dont la réinstallation n'est pas liée à la période post-

coloniale ou aux conflits armés, devraient certainement être pris en compte. La raison pour laquelle la Serbie n'est pas une destination pour les immigrants est économique. Bien que de nombreux immigrants aient traversé la Serbie sur la route des Balkans, peu y sont restés. La majorité des immigrants étaient motivés pour s'installer dans d'autres pays européens en raison des perspectives d'avenir, du bien-être économique et de la répartition sociale qu'ils ne voyaient pas en Serbie. Notre pays n'a pas encore résolu le problème des réfugiés serbes qui se sont installés en Serbie centrale depuis d'autres régions de l'ex-Yougoslavie, et nombre d'entre eux vivent encore dans des centres collectifs.

Nicolas Faure : au début de la session du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2022, en tant que directeur du Centre d'études géostratégiques, vous avez comparé les armes utilisées sur le champ de bataille pendant la guerre en Yougoslavie avec les armes utilisées dans la guerre en Ukraine.

Pouvez-vous nous confirmer si vous êtes toujours d'accord avec cette position et, dans l'affirmative, quelles mesures pourraient être prises pour mettre fin à cette guerre meurtrière ?

Dragana Trifković : je suis fermement convaincue que les événements de la guerre en ex-Yougoslavie présentent de nombreux parallèles avec le conflit qui se déroule sur le territoire de l'Ukraine, notamment en ce qui concerne l'influence des forces extérieures, à la fois pour créer le conflit et pour armer les parties au conflit qu'elles considèrent comme des « alliés » dans la réalisation de leurs objectifs géopolitiques. Il en va de même pour les nombreux conflits au Moyen-Orient.

La montée en puissance du conflit en Ukraine est le résultat du mépris à long terme des membres de l'OTAN pour la menace qui pèse sur la sécurité nationale de la Russie et de leur

mépris pour de nombreux accords internationaux conclus après la « guerre froide », y compris la violation de la promesse faite aux Russes que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est après l'effondrement de l'URSS. Au fur et à mesure que le temps passe, le contexte de cette guerre et le rôle de certaines structures politiques internationales qui ne veulent pas que la situation se calme, même si elles voient que cela conduira à la défaite de leurs positions, deviennent de plus en plus clairs. Les intentions de provoquer des conflits dans d'autres régions proches des frontières de la Russie et même d'entraîner d'autres pays européens dans le conflit ukrainien sont particulièrement dangereuses. **Je pense qu'il est impossible de résoudre le conflit ukrainien, ainsi que d'autres conflits connexes, sans neutraliser la menace émanant de ces centres de pouvoir guidés par la doctrine du « choc des civilisations ».**

Pour les neutraliser, il est nécessaire de démanteler tous les mécanismes qu'ils utilisent pour créer des conflits : manipulation des médias, organisation de coups d'État, formation de groupes terroristes, organisation d'opérations spéciales, actions subversives par le biais d'élites politiques et intellectuelles contrôlées, abus des organisations non gouvernementales, infiltration des agences de sécurité et de renseignement d'autres pays, etc. Pour les neutraliser, il faut également démanteler tous les mécanismes qu'ils utilisent pour créer des conflits.

Nicolas Faure : vous avez été attaquée par certains médias en Serbie et à l'étranger. Partout sur Internet, la presse grand public affirme que vous travaillez pour les services de renseignement russes. Est-ce vrai ?
Vous sentez-vous discriminée par la presse serbe ?

Dragana Trifković : je pense que vous connaissez des exemples dans de nombreux autres pays européens où des personnalités publiques qui pensent par elles-mêmes et ne font pas partie du courant dominant sont persécutées de

diverses manières. Dans le passé, cette persécution consistait principalement à qualifier les dissidents et à discréditer les médias sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Aujourd'hui, de nombreux pays européens, ainsi que les États-Unis, ont commencé à prendre d'autres mesures plus restrictives, telles que des perquisitions et des arrestations, des inculpations, le blocage de comptes bancaires, etc. Tout cela est totalement contraire aux valeurs proclamées de liberté d'expression, de démocratie, de droits de l'homme, etc. La plupart des attaques médiatiques à mon encontre proviennent de Pristina, c'est-à-dire du faux État du Kosovo, probablement sous l'influence des services de renseignement étrangers, qui exercent une influence considérable dans cette région. Ces attaques ont également été soutenues par certains médias libéraux, financés par des fonds provenant de Grande-Bretagne, de Suède, des Pays-Bas, puis de l'UE, de la National Endowment for Democracy des États-Unis, de la Rockefeller Brothers Foundation, du George Soros Fund, etc. De telles attaques ont également eu lieu en Serbie (Espresso, Krik, etc.), et de fausses informations selon lesquelles je travaillais pour les services secrets russes ont également été publiées sur le site web de l'Association officielle des journalistes de Serbie. Au lieu de lutter contre la désinformation publique et de protéger les journalistes, l'Association des journalistes de Serbie soutient les médias financés par l'Occident qui répandent des mensonges et attaquent les journalistes indépendants.

J'ai décidé de répondre à ces attaques sans fondement et j'ai envoyé une lettre à toutes les grandes associations internationales de journalistes, expliquant mon cas en détail et leur fournissant des preuves des attaques médiatiques. La seule association qui m'a répondu est la Fédération internationale des journalistes, qui est aussi la plus grande association de journalistes au monde et qui est connue, entre autres, pour avoir plaidé en faveur de la

libération d’Assange. Je dois dire qu’en tant qu’individu, ce soutien a été très important pour moi, surtout lorsque les institutions ne répondent pas et que vous n’avez pratiquement personne vers qui vous tourner pour obtenir de l’aide.

Nicolas Faure : enfin, quel message d’espoir avez-vous pour les citoyens de Serbie, compte tenu de la situation actuelle dans le monde ?

Dragana Trifković : je pense que le temps viendra où nous pourrons lutter pour la justice historique et améliorer la position de la Serbie, bien sûr, si nous restons lucides. Les changements géopolitiques actuels offrent de telles opportunités ! Je crois sincèrement que ces changements conduiront à des changements historiques et à la création d’un monde plus juste basé sur de vraies valeurs telles que l’humanisme, la tradition, la spiritualité, la diversité des cultures, en général « le développement, et non pas le choc des civilisations ».

Dragana Trifkovic

Le 2 /10 / 2024

Propos recueillis par Nicolas Faure pour Résistance républicaine

Traduction du serbe par Svetlana Maksovic

https://geostrategy.rs/en/%D0%B4%D1%80%D0%B0%D0%B3%D0%B0%D0%BD%D0%B0-%D1%82%D1%80%D0%B8%D1%84%D0%BA%D0%BE%D0%B2%D0%B8%D1%9B-%D0%B7%D0%B0-%D1%84%D1%80%D0%B0%D0%BD%D1%86%D1%83%D1%81%D0%BA%D0%B5-%D0%BC%D0%B5%D0%B4%D0%B8%D1%98/#